



# Une exposition

sur un mouvement qui changea la France

*Le front Populaire  
à 70 ans !*

# 1936 *Le front Populaire*

## L'urgence économique et sociale

A partir de 1931, la France est touchée par la crise économique sans précédent qui frappe l'économie mondiale. Après le grand krach boursier d'octobre 1929 aux Etats-Unis, la crise se propage de pays en pays dans une économie déjà fortement mondialisée. La chute du cours des actions a entraîné une spirale de faillites, chômage, récession...

Les systèmes d'assurance sociale sont alors quasiment inexistants. L'urgence économique devient immédiatement une urgence sociale. Les fermiers sont ruinés (John Steinbeck, *Les Raisins de la colère*) et le chômage explose. Les chômeurs vivent dans une misère extrême. La précarité règne. On

assiste à de nombreuses marches de la faim. C'est la pauvreté de masse.

La croyance libérale qui régnait jusqu'alors dans les vertus d'une économie laissée à elle-même est remise en cause. Partout s'ébauchent des solutions alternatives. Dans le bastion du libéralisme économique, les Etats-Unis, un nouveau président élu en 1932, Franklin Delano Roosevelt, propose aux Américains un «New Deal» (une «Nouvelle Donne»). Pour la première fois, le gouvernement fédéral intervient massivement dans le domaine économique. En Europe aussi, l'explosion de la question sociale incite à des remises en causes radicales.



«Marche pour le pain» - manifestation des 500 ouvriers grévistes de l'entreprise Cartier-Bresson, Abergavenny (1931).

*Dates importantes*

- 23 octobre 1929 : C'est le jeudi noir (le Krach boursier à Wall Street).
- 1930 : La crise touche l'Europe par l'Allemagne.
- 1931 : La crise arrive en France.

### Le chant des chômeurs Paroles de Ducamp • musique de Cabry

*Ils nous ont chassés des usines, des bureaux,  
des magasins  
Et quand nos ventres crient famine  
ou qu'ils colorent nos poings  
C'est avec des gourlins qu'ils bourgeois  
calment notre faim.  
Allons les gars qu'on en termine  
avec leurs bobards patelins !  
C'est tout d'suite et non pas demain  
qu'il nous faut du travail et du pain !  
Du travail et du pain, c'est notre cri de guerre !  
...*

Entre 1932 et 1935,  
le nombre  
de chômeurs  
est multiplié par deux

# 1936 *Le front Populaire*

## La montée du fascisme



© B.E. - Photographie M.C. CCF

Défilé du groupe d'extrême droite - Jeunesses patriotes, février 1934, Paris.

Les années 20 et 30 voient l'essor du fascisme. Celui-ci se développe d'abord en Italie, sur fond de crise économique et des frustrations liées à la Première Guerre mondiale. Benito Mussolini prend le pouvoir en 1921, à la suite d'un coup d'Etat, «la marche sur Rome». Il instaure progressivement un régime totalitaire, brutal, où il s'impose comme le chef unique.

Des régimes totalitaires se développent aussi à l'Est de l'Europe. Les démocraties mises en place par les traités de paix ne survivent pas longtemps. C'est le cas en Pologne avec Józef Pilsudski, en Hongrie avec Miklós Horthy...

La crise de 1929 donne un nouvel élan à l'idéologie fasciste. En Allemagne, l'ascension de Hitler est également facilitée par la division de la gauche (socialistes et communistes s'affrontent alors violemment). Alors que la gauche dans son ensemble obtient plus de voix que les nazis, Hitler parvient léga-

lement au pouvoir en janvier 1933. Il est nommé Chancelier en tant que chef du premier parti politique allemand.

Les victoires du fascisme inquiètent de nombreux militants de gauche, notamment en France. Un nombre important de réfugiés italiens s'est installé en France pour fuir les exactions des fascistes. Les faits sont donc connus. Des collectifs d'intellectuels se mettent en place, comme le Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes (CVIA) créé le 5 mars 1934 avec la participation d'instituteurs. Mais les groupes fascistes se développent aussi. Une manifestation pour protester contre le régime parlementaire se transforme en insurrection le 6 février 1934. Les manifestants marchent sur l'Assemblée nationale. L'armée est débordée et doit ouvrir le feu. Le gouvernement doit démissionner. La Gauche crie au coup d'état fasciste. Celui-là a échoué mais le danger n'a jamais été aussi présent.

*Dates importantes*

- 30 janvier 1933 : Accession au pouvoir de Hitler.
- 6 février 1934 : Une manifestation d'extrême droite fait 17 morts à la Concorde. Le gouvernement démissionne.

### Les intellectuels se mobilisent après le 6 février 1934

*Avec une violence et une rapidité inouïes, les événements de ces jours derniers mettent brutalement en présence du danger fasciste immédiat. Hier : Emeutes fascistes - Défection du gouvernement républicain - Prétentions ouvertes de tous les éléments de droite à la constitution d'un gouvernement antidémocratique et préfasciste.*

*Aujourd'hui : Gouvernement d'union sacrée - Répression sanglante des manifestations ouvrières - Demain : Rappel du préfet du coup d'Etat - Dissolution des Chambres.*

*Il n'y a pas un instant à perdre. L'unité d'action de la classe ouvrière n'est pas encore réalisée. Il faut qu'elle le soit sur le champ. Nous faisons appel à tous les travailleurs, organisés ou non, décidés à barrer la route au fascisme sous le mot d'ordre : Unité d'action.*

*Cette unité que les ouvriers veulent et que les partis mettent à l'ordre du jour, il est nécessaire, il est urgent, il est indispensable de la réaliser en y apportant le très large esprit de conciliation qu'exige la gravité de l'heure. C'est pourquoi nous adressons un appel puissant à toutes les organisations ouvrières afin qu'elles constituent sans retard l'organisme capable - et seul capable - d'en faire une réalité et une arme. Nous avons présente à l'esprit la terrible expérience de nos camarades d'Allemagne. Elle doit servir de leçon. Vive la grève générale.*

**Signataires :** Alain, François Baron, Jean-Richard Bloch, André Breton, Félicien Challaye, René Crevel, Jean Dalsace, Paul Eluard, Elie Faure, Ramon Fernandez, Marcel Fourrier, Jean Guéhenno, Valentine Hugo, Henri Jeanson, Germaine Kroll, Fernand Léger, André Lhote, Maximilien Luce, André Malraux, Marcel Martinet, Pierre Monatte, Magdeleine Paz, Edouard Peisson, Benjamin Péret, Henry Poulaille, Jules Rivet, Paul Signac, Jean Vigo, Roger Vitrac (le 10 février 1934)



© B.E. - Photographie M.C. CCF

Saccages suite à l'émeute, place de la Concorde, Paris, 6 février 1934.

# 1936

## Le front Populaire

# 1936

## Le front Populaire

### L'Union, vite !

La gauche réagit d'abord en ordre dispersé aux événements du 6 février 1934. Une première manifestation a lieu le 9 à l'initiative des communistes. Le 12, une journée de grève générale est organisée par la CGT (proche des socialistes) et par la CGTU (proche des communistes), avec des manifestations dans toute la France. Communistes et socialistes appellent à deux manifestations distinctes à Paris, mais, sous l'impulsion de la foule, les cortèges fusionnent place de la Nation aux cris d'«Unité ! Unité !». C'est la première pierre d'une unité difficile à mettre en œuvre.

Des militants favorables à l'union de la gauche se font entendre dans tous les partis, au sein du Parti socialiste (SFIO), du Parti Communiste, des Radicaux. Du côté des organisations syndicales, la réunification entre la CGT et la CGTU est à l'ordre du jour. Elle sera effective au Congrès de Toulouse en mars 1936. Enfin, les mouvements antifascistes proches des communistes et ceux qui sont influencés par les socialistes engagent également un rapprochement.



Manifestation antifasciste en réaction aux événements des 6 et 7 février 1934, Cours de Vincennes, Paris, 12 février 1934.

Les directions des partis de gauche résistent dans un premier temps à cette aspiration à l'unité. Mais la pression populaire est rapidement la plus forte. Le changement de politique de l'URSS, qui tire les leçons de la victoire des nazis en Allemagne et s'inquiète des menaces que fait peser Hitler sur sa propre sécurité, motive également la donne. Les communistes deviennent les fers de lance de l'unité. Ils sont à l'initiative de la première action commune avec la SFIO en juin 1934. Le 27 juillet 1934, les deux organisations signent le pacte d'unité d'action, un accord qui n'a pas encore de finalité électorale.



Manifestation antifasciste en réaction aux événements du 6 février 1934, Cours de Vincennes, 12 février 1934.

### Dates importantes

- 12 février 1934 : Grève générale contre le fascisme. Un cri l'emporte : «Unité».
- 27 juillet 1934 : Communistes et socialistes signent le premier pacte d'unité d'action.



Carte confédérale CGT 1936 des Chemins de Fer



Manifestation antifasciste en réaction aux événements des 6 et 7 février 1934, Paris, 12 février 1934.

### Le Pacte d'unité d'action socialiste-communiste (27 juillet 1934) (extraits)

1) Le Parti socialiste et le Parti communiste signent un pacte d'unité d'action par lequel ils s'engagent à organiser en commun et à participer avec tous leurs moyens (organisations, presse, militants, élus, etc.) à une campagne dans tout le pays, ayant pour but :

- a) mobiliser toute la population laborieuse contre les organisations fascistes pour leur désarmement et leur dissolution ;
- b) pour la défense des libertés démocratiques, pour la RP et la dissolution de la Chambre ;
- c) contre les préparatifs de guerre ;
- d) contre les décrets-lois ;
- e) contre la terreur fasciste en Allemagne et en Autriche, pour la libération de Thaelmann et de Karl Seitz et de tous les antifascistes emprisonnés.

2) Cette campagne sera menée au moyen de meetings communs dans le plus grand nombre possible de localités et d'entreprises, au moyen des manifestations et contre-manifestations de masses dans la rue, en assurant l'autodéfense des réunions ouvrières, des manifestations, des organisations et de leurs militants, et en veillant toujours à ce que les conditions psychologiques matérielles et morales, pour leur donner le maximum d'ampleur et de puissance, soient réunies.

Deux jours après la signature du pacte d'unité d'action, socialistes et communistes commémorent, ensemble pour la première fois, les vingt ans de la mort de Jean Jaurès

### Naissance et victoire du Front Populaire

Dès octobre, le Parti Communiste lance l'idée d'un vaste Front Populaire orienté notamment vers la lutte antifasciste. Les autres partis sont plutôt réticents et ce n'est qu'en juin 1935 qu'un retournement s'opère, avec les élections municipales. Des candidats soutenus par l'ensemble des partis de gauche l'emportent alors au deuxième tour. L'unité fait déjà ses preuves sur le terrain.

L'alliance militaire signée entre l'URSS et la France en mai 1935 rompt l'isolement des communistes. Les radicaux les jugent dès lors fréquentables. La peur du fascisme fait le reste. Le 14 juillet 1935 voit la naissance du Rassemblement populaire. Une gigantesque manifestation est organisée ce jour-là pour la défense de la démocratie, le pain et la Paix. Toutes les organisations de gauche y participent. Le Front Populaire est né.

L'élaboration d'un programme commun devient une nécessité. Il « se limite aux mesures immédiatement applicables ». Il est donc minimal et n'augure pas de ce que seront les réa-

lisations du Front Populaire. Sa première partie porte sur la sauvegarde de la liberté et la défense de la paix. Sa deuxième partie, sur la politique économique et sociale, prévoit la hausse du pouvoir d'achat, la diminution du temps de travail sans perte de salaire et une réforme fiscale.

Au soir du premier tour, le 26 avril 1936, la première impression est celle d'une grande stabilité. Les résultats sont sensiblement les mêmes qu'en 1932. En revanche, les rapports de force au sein des blocs évoluent fortement. A gauche, la progression du Parti Communiste est la plus nette. Il double ses voix, alors que les radicaux en perdent un quart. Le désistement mécanique pour le candidat du Front Populaire le mieux placé amplifie ces résultats lors du second tour, le 3 mai. Le Front Populaire obtient la majorité absolue à la Chambre. Les communistes ont gagné de nombreux sièges. Les socialistes deviennent la première force de gauche. Mais les radicaux sont indispensables pour obtenir une majorité.



Une de L'Humanité du 04 mai 1936 - Victoire ! Le Front populaire triomphe.

### Dates importantes

- 14 juillet 1935 : Naissance du Front Populaire.
- 16 février 1936 : Victoire électorale du Frente Popular en Espagne.
- 3 mai 1936 : Le Front populaire remporte les législatives en France.



Le 14 juillet 1935, toute la gauche est rassemblée au vélodrome Buffalo de Montrouge devant 500 000 manifestants pour prêter le serment du Front Populaire. Ce sont les Assises du Front Populaire préparées par un «Comité National du Rassemblement Populaire» composé des représentants de toutes les formations de gauche : le Parti communiste, le Parti socialiste SFIO, l'Intergroupe des partis socialistes, le parti radical, la CGTU, la CFT, le Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes, la Ligue des droits de l'Homme, le comité Amsterdam-Pleyel, le Mouvement d'action combattante et des mouvements de Jeunes, de Femmes, de Travailleurs ruraux et de paysans. Au total, une centaine d'organisations de gauche adhèrent au Comité National du Rassemblement Populaire et participent au serment du Front Populaire.

La gauche obtient 376 élus sur 618 sièges à la Chambre des députés : 146 SFIO, 106 radicaux, 72 communistes, 25 pour l'Union socialiste et républicaine et 26 d'autres organisations (dont l'extrême gauche).

# 1936 Le front Populaire

## Quand les grèves s'en mêlent...



© D.R. - Photographie M.C.C.T.  
Défilé du syndicat CGT des nettoyeurs et femmes de ménage et du syndicat des laveurs et nettoyeurs de glaces, Paris, 14 juillet 1936.

A l'annonce de la victoire du Front Populaire, un immense espoir envahit le monde ouvrier. Blum n'est pas encore investi, son gouvernement n'est pas constitué. Mais sans attendre, les ouvriers se mettent en grève.

Le 1<sup>er</sup> mai 1936 était déjà marqué par des débrayages plus nombreux que les années précédentes. Après la victoire électorale du Front Populaire le 3 mai, de nombreuses grèves sporadiques éclatent qui obtiennent satisfaction très rapidement. Les grèves deviennent massives à la suite de la traditionnelle manifestation du 24 mai au Mur des fédérés à laquelle participent Blum, secrétaire général du Parti socialiste (SFIO) et Thorez, secrétaire général du Parti communiste. De défensifs, les mots d'ordre deviennent offensifs. Les grévistes se battent pour la défense de la liberté syndicale mais aussi l'amélioration des salaires et la création de délégués du personnel.

A partir du 28 mai, les patrons refusent de négocier. Le mouvement échappe au contrôle des centrales syndicales. Au début juin, le mouvement touche des branches de plus en plus nombreuses de l'industrie. Il rencontre un soutien massif de la part de la population et se répand dans l'ensemble du pays.

De nouvelles formes de mobilisation apparaissent. Pour la première fois, les ouvriers occupent les usines. Ils prennent possession des moyens de production, tout en les respectant (aucune dégradation n'a été recensée). Le soutien de la population se marque par l'organisation du ravitaillement des ouvriers. L'extension du mouvement d'une usine à l'autre se fait par contagion, chaque usine prenant exemple sur sa voisine. Il règne un esprit festif qui se caractérise par l'organisation de fêtes, de danses dans les cours d'usine.

La grève ouvrière marquera fortement le Front Populaire. Elle conduira la gauche au pouvoir à aller bien au-delà de son programme électoral, en particulier dans le domaine social.



© D.R. - Photographie M.C.C.T.  
Concert populaire organisé dans une salle du grand magasin du Printemps pour distraire les employés grévistes, Paris, 1936.

**12 000 usines en grève dont 9 000 occupées**

**2 millions de grévistes**



© D.R. - Photographie M.C.C.T.  
Juin 1936, grève dans une usine de banlieue parisienne.

*Dates importantes*

**3 mai 1936 : Des grèves sporadiques saluent la victoire électorale du Front Populaire.**  
**2 et 3 juin 1936 : Nouvelle flambée de grèves à la veille de l'investiture du gouvernement.**

## Le gouvernement Blum et l'exercice du pouvoir

Le Front Populaire gagne les législatives des 26 avril et 3 mai 1936. Le Parti socialiste est en tête. C'est donc son chef Léon Blum qui devient Président du Conseil. Il formera le gouvernement le 4 juin. Entre-temps les grandes grèves ont commencé...

C'est la première fois que les socialistes arrivent au pouvoir. A l'époque, Léon Blum distingue conquête, exercice et occupation du pouvoir.

La *conquête du pouvoir* est conçue comme un acte révolutionnaire qui vise la disparition des cadres politiques de la société capitaliste et la révolution sociale par la dictature du prolétariat. Tous les moyens sont bons pourvu que la société soit prête à accepter cette révolution.

L'*exercice du pouvoir* n'a rien à voir en revanche avec la révolution sociale. Il s'intègre totalement dans le jeu institutionnel classique. Léon Blum sait que ce moment est dangereux pour le parti qui risque d'en sortir affaibli dans le cas d'un gouvernement homogène socialiste et même de disparaître s'il s'agit de participer à un gouvernement formé par un autre parti. C'est ce qu'illustre l'épisode du cartel des gauches en 1924 où la SFIO adopte une politique de «soutien sans participa-

tion» qui crée de grandes tensions au sein du parti. L'exercice du pouvoir n'est donc concevable que s'il apporte quelque chose qui rapproche de l'idéal socialiste et prépare la conquête du pouvoir.

Enfin, l'*occupation du pouvoir* est évoquée à la suite de la prise de pouvoir d'Hitler en Allemagne et des émeutes du 6 février 1934. C'est pour Léon Blum l'instrument principal de la lutte entre le socialisme et le fascisme : il s'agit d'occuper le pouvoir pour faire barrage aux fascistes.

Pour prévenir les dissensions, Léon Blum opte pour la plus grande ouverture de son gouvernement. Il y invite tous les partis du Front Populaire ainsi que des membres de la CGT réunifiée. Mais il se heurte à un double refus. Le PC se contente d'un soutien sans participation. La CGT, elle, s'en tient au principe de séparation entre partis et syndicats. L'unité du Front Populaire est fragilisée.

Pour la première fois, des femmes siègent au Conseil des ministres, alors même qu'elles n'ont pas encore le droit de vote : Cécile Brunschvicg à l'Éducation nationale, Irène Joliot-Curie à la recherche scientifique et Suzanne Lacore à la protection de l'enfance.

**«Nous sommes un gouvernement de Front populaire et non un gouvernement socialiste. Notre but n'est pas de transformer le régime social, ce n'est même pas d'appliquer le programme spécifique du Parti socialiste, c'est d'exécuter le programme du Front populaire.»**

(Discours d'investiture de Léon Blum le 6 juin 1936)

*Date importante*

**4 juin 1936 : Formation du gouvernement Blum.**



© D.R. - Photographie M.C.C.T.  
BLUM, THOREZ, DALADIER, chant de ralliement pour célébrer et commémorer le peuple au pouvoir. Extrait de l'ouvrage de Robert Berky : «Florilège de la chanson révolutionnaire de 1789 au Front populaire».

### La composition du gouvernement du Front Populaire

- Léon Blum** : Président du Conseil
- Édouard Daladier** : Vice-Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre
- Yvon Dollfus** : Ministre des Affaires Étrangères
- Roger Salengro** : Ministre de l'Intérieur
- Vincent Aurial** : Ministre des Finances
- Charles Spinasse** : Ministre de l'Économie Nationale
- Jean-Baptiste Lèbas** : Ministre du Travail
- Mauré Rocard** : Ministre de la Justice
- Alphonse Gannier-Duparc** : Ministre de la Marine
- Pierre Cot** : Ministre de l'Air
- Jean Zay** : Ministre de l'Éducation Nationale
- Albert Rivière** : Ministre des Pensions
- Georges Mannet** : Ministre de l'Agriculture
- Marius Moutet** : Ministre des Colonies
- Albert Bedoux** : Ministre des Travaux Publics
- Henri Sellier** : Ministre de la Santé Publique
- Robert Justolier** : Ministre des PTT
- Paul Dastès** : Ministre du Commerce
- Camille Chautemps** : Ministre d'État
- Paul Faure** : Ministre d'État
- Alexis Fiolle** : Ministre d'État
- Raoul Aubaud** : Secrétaire d'État à l'Intérieur
- Pierre Vinay** : Secrétaire d'État aux Affaires étrangères
- François Blanché** : Secrétaire d'État à la Marine de guerre
- Cécile Brunschvicg** : Secrétaire d'État à l'Éducation nationale
- Jules Julien** : Secrétaire d'État à l'Éducation nationale (enseignement technique)
- Irène Joliot-Curie** : Secrétaire d'État à l'Éducation nationale (recherche scientifique)
- Paul Ramadier** : Secrétaire d'État aux Travaux publics (mines, électricité et combustibles liquides)
- Henri Tasso** : Secrétaire d'État aux Travaux publics (marine marchande)
- André Lianot** : Secrétaire d'État à l'Agriculture
- Pierre Debraynaud** : Secrétaire d'État à la Santé publique (éducation physique)
- Léo Lagrange** : Secrétaire d'État à la Santé publique (organisation des loisirs et des sports)
- Suzanne Lacore** : Secrétaire d'État à la Santé publique (santé de l'enfance)

## Les accords de Matignon

Face aux occupations, le patronat refuse de discuter localement. Comme l'ensemble des secteurs de l'industrie est touché, c'est la Confédération Générale de la Production Française (CGPF, ancêtre du Medef) qui se charge des négociations.

Le 5 juin, elle demande à Léon Blum d'organiser une prise de contact avec la CGT. Le 6 juin, Blum présente son programme devant la Chambre des députés. C'est celui du Front Populaire. Ayant obtenu la confiance des députés, il peut agir pour satisfaire les grévistes et affirmer l'autorité du gouvernement.



«32<sup>e</sup> jour de grève pour les ouvriers de Sautter-Harlé, Paris, 14 octobre 1936.»

Le 7 juin, la CGPF et la CGT acceptent de négocier à Matignon. Face à un mouvement d'une telle ampleur, les organisations patronales cèdent sur des points essentiels :

- Création des contrats collectifs (ce que nous appelons aujourd'hui les conventions collectives) ; c'est-à-dire que les ouvriers, sans être obligés de faire grève dans chaque usine, obtiennent des avantages pour toute la profession.
- Les salaires augmentent de 12% en moyenne.
- Elections de délégués ouvriers : les ouvriers obtiennent des délégués pour les défendre, on ne peut pas les licencier sans autorisation de l'inspecteur du travail.
- Renforcement de la liberté d'opinion et de la liberté d'adhérer à un syndicat. L'exercice du droit syndical est reconnu. En contrepartie, le patronat exige l'évacuation des usines et la reprise immédiate du travail. La CGT obtient que le travail ne reprenne qu'après acceptation des accords par les directions d'usine. Mais ses relais au sein des usines ne lui permettent pas de garantir la reprise du travail. Dans ces conditions, l'évacuation n'était plus un préalable aux négociations. La question du paiement des heures de grève est laissée au règlement amiable entre les parties en présence. Mais les grèves ne cessent pas immédiatement. Elles se renforcent même dans certains secteurs.

### Le texte des accords

Article premier : *La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail.* (...)

Article 3 : *L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel constitué en vertu du livre III du Code du travail.* (...)

Article 4 : *Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936 seront, du jour de la reprise du travail, rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15% pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7% pour les salaires les plus élevés, le total des salaires de chaque établissement ne devant, en aucun cas, être augmentés de plus de 12%. Les augmentations de salaires consenties depuis la date précitée seront imputées sur les rajustements ci-dessus définis. Toutefois, ces augmentations resteront acquises pour leur partie excédant ledits rajustements. Les négociations pour la fixation par contrat collectif de salaire minima par régions et par catégories, qui vont s'engager immédiatement, devront comporter en particulier le rajustement nécessaire des salaires normalement bas. La délégation patronale s'engage à procéder aux rajustements nécessaires pour maintenir une relation normale entre les appointements des employés et salaires.*

Article 5 : *En dehors des cas particuliers déjà réglés par la loi, dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers, après accord entre organisations syndicales, ou, à défaut, entre les intéressés, il sera institué deux (titulaires) ou plusieurs délégués ouvriers (titulaires ou suppléants) suivant l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du travail, des tarifs de salaires, et des mesures d'hygiène et de sécurité.*

*Seront électeurs tous les ouvriers et ouvrières âgés de 18 ans, à condition d'avoir au moins trois mois de présence à l'établissement au moment de l'élection, et de ne pas avoir été privés de leurs droits civils.* (...)

Article 6 : *La délégation patronale s'engage à ce qu'il ne soit pris aucune sanction pour faits de grève.*

Article 7 : *La délégation confédérale ouvrière demande aux travailleurs en grève de décider la reprise du travail dès que les directions des établissements auront accepté l'accord général intervenu et des que les pourparlers relatifs à son application auront été engagés entre les directions et le personnel des établissements.*

Le président du Conseil : Léon BLUM  
Pour la CGT : Benoît FRACHON, SEMAT, H. CORDIER, MILAN  
Pour la CGPF : DUCHEMIN, DALBOUZE, RICHMOND, LAMBERT-RIBOT

## L'œuvre du Front Populaire (I) : l'émancipation sociale

Dès son discours d'investiture devant la Chambre des députés, Léon Blum affirme son intention d'appliquer le programme électoral du Front Populaire. Il dépose le jour même plusieurs projets de loi. Les premières lois du Front Populaire portent sur la réduction du temps de travail, les contrats collectifs, les grands travaux, la prolongation de la scolarité obligatoire.

Sous la pression du mouvement social, le Front Populaire radicalise son programme. Les réformes qu'il met en œuvre marquent profondément la société française.

**La semaine de 40h** : La plate-forme électorale du front Populaire ne chiffre pas la durée de la réduction du salaire hebdomadaire. Sous la pression des grèves, le gouvernement s'aligne sur les revendications de la CGT à savoir la semaine de 40 heures.

**Les congés payés** : Le gouvernement du Front Populaire crée les congés payés, une réforme qui ne se trouvait pas dans son programme. Ainsi, tout employé bénéficie de 15 jours de congés payés après un an de travail continu dans une entreprise. La loi entre en application dès le 1<sup>er</sup> août 1936.

Ces réformes sont très rapidement votées tant par la Chambre que par le Sénat, en raison de la peur que les grèves inspirent. Lorsque celles-ci auront cessé, la majorité de droite au Sénat bloquera d'ailleurs plusieurs lois du Front Populaire (en particulier sur les droits des femmes).

D'autres réformes sont à noter :

- Naissance de la SNCF. Le gouvernement engage la création de la future SNCF en nationalisant les 5 compagnies privées qui se partageaient le réseau français.
- Le prix du blé est garanti par l'Etat. Pour empêcher la chute des prix et assurer un revenu minimum aux paysans, le gouvernement crée l'ONIB (Office national interprofessionnel du blé).



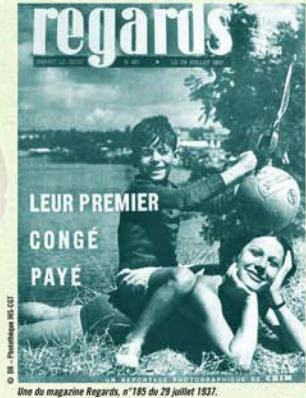
Cette affiche de 1936 rappelle les avancées sociales du Front Populaire rétablies à la Libération.

*Dates importantes*

7 juin 1936 : Ouverture des négociations à Matignon à 15 heures.

*Dates importantes*

11 juin 1936 : Vote de la semaine de 40 heures.  
24 juillet 1936 : Etatisation de la Banque de France.  
11 août 1936 : Nationalisation des «marchands de canons».



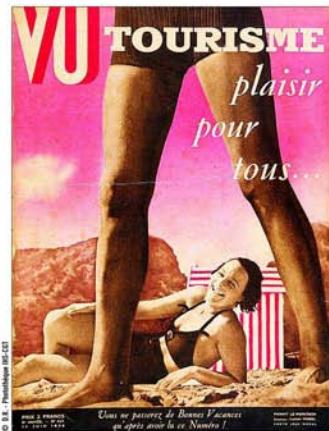
Une du magazine Regards, n°185 du 29 juillet 1937.



Les Chemins de fer mettent à la disposition des nouveaux voyageurs des billets à tarifs réduits.

## L'œuvre du Front Populaire (II) : l'émancipation culturelle

Une des conséquences des réformes du Front Populaire est d'avoir permis aux travailleurs de bénéficier de loisirs. Mais réduire le temps de travail ou créer les congés payés ne suffit pas pour permettre aux Français de profiter du temps libéré.



L'action de Léo Lagrange est fondamentale. Il a la charge d'un tout nouveau secrétariat d'Etat chargé de « l'organisation des sports et des loisirs ». Il négocie avec les compagnies ferroviaires des tarifs réduits pour les bénéficiaires des congés payés. Toute une frange de la population peut enfin découvrir la mer. Le gouvernement encourage le développement des auberges de jeunesse. Mais seules 500 000 personnes en profitent en 1936. Beaucoup restent chez eux pour profiter de leur temps libre.

Le Front Populaire mène également une politique volontariste en faveur des sports. Il s'appuie sur la Fédération Sportive et Gymnique du travail pour organiser la diffusion massive d'équipements sportifs. Enfin, le gouvernement mène une politique culturelle d'envergure. Il encourage les expériences associatives existantes. Sa volonté est de populariser les savoirs. Les Maisons de la culture connaissent un grand développement entre 1936 et 1938. Le ministère encourage la tenue d'expositions didactiques dont l'ambition est de présenter l'œuvre d'un peintre au public populaire, ainsi l'exposition Van Gogh en 1937. La création du Palais de la Découverte illustre l'élargissement de la culture aux champs scientifiques de la nature et de la société.

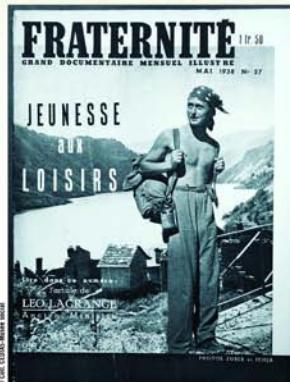
Cette volonté de populariser le savoir implique une politique éducative plus volontariste. C'est dans l'optique d'une élévation générale du niveau culturel, donc de son émancipation, que le gouvernement instaure l'obligation scolaire à 14 ans.

*Dates importantes*

- 1<sup>er</sup> août 1936 : Premiers congés payés.
- 9 août 1936 : Loi sur la scolarisation jusqu'à 14 ans avec création de milliers de postes d'instituteurs.

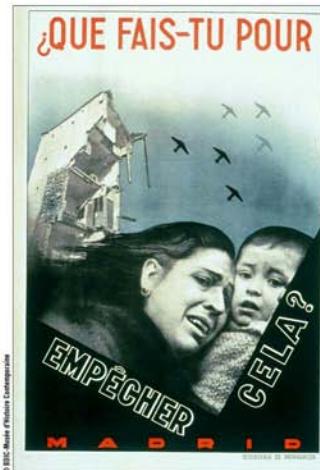


© C.G.T. Musée Mémorial  
Ce n'est pas un hasard si c'est une femme qui illustre cette affiche vantant l'émancipation par le savoir.



© C.G.T. Musée Mémorial  
Numéro consacré à Léo Lagrange, secrétaire d'Etat à l'organisation des loisirs et des sports

## La guerre d'Espagne et la chute du Front Populaire



© BBC Musée Mémorial

Les premières difficultés rencontrées par le Front Populaire sont liées aux événements internationaux. En effet, son programme restait très flou sur cette question. Or, dès juillet 1936, le Front Populaire se trouve confronté à une question cruciale. Doit-il venir en aide au Frente Popular espagnol qui subit un coup d'état militaire sous la direction de Franco ? La question de l'intervention divise profondément les partis du Front Populaire. Sollicitée par le gouvernement espagnol, la France refuse d'envoyer des armements en Espagne. Elle négocie avec les grandes puissances européennes le principe de la « non-intervention ». Léon Blum prend ainsi en compte la position de la majorité du parti radical. Au sein de son propre parti, l'engagement n'apparaît pas non plus majoritaire.

*Dates importantes*

- 18 juillet 1936 : Un coup d'Etat militaire du Général Franco déclenche la Guerre d'Espagne. Le gouvernement espagnol appelle le gouvernement du Front Populaire à l'aide.
- 13 juin 1937 : Démission du Gouvernement Blum.

Le pacifisme, la peur d'un embrasement général de l'Europe expliquent cette volonté de tenir les pays européens hors de ce conflit. Mais les pays fascistes ne se gênent pas pour fournir un soutien logistique (matériel et humain) aux rebelles. Le Parti Communiste, lui, organise un soutien militant par le biais des brigades internationales.

La décision de ne pas intervenir crée des fractures au sein même des partis. Les dissensions entre les partis de gauche se sont accrues et la dynamique unitaire a été une nouvelle fois ébranlée. Au même moment, la situation intérieure se dégrade. Le patronat veut prendre sa revanche sur les concessions accordées en juin 1936. Dès l'automne, il refuse toute nouvelle négociation avec la CGT. Face aux difficultés économiques (on parle alors du « mur d'argent » dressé contre le Front Populaire), au raidissement de la droite, aux dissensions internes, Léon Blum décrète une « pause ».

C'est le début de la fin pour le Front Populaire. Le 13 juin 1937, l'opposition sénatoriale contraint le gouvernement Blum à la démission.



© C.G.T. Musée Mémorial  
Le Sénat refusant les pleins pouvoirs financiers au gouvernement qui les a obtenus de la Chambre précipite la démission du gouvernement de Front Populaire



© C.G.T. Musée Mémorial

« En Espagne se livrent les premières batailles entre la démocratie et le fascisme qui veut étendre ses pouvoirs pour étouffer la liberté et le progrès. Notre peuple accepte avec orgueil et pleine responsabilité la tâche que l'histoire lui a réservée. Mais il exige qu'on ne l'abandonne pas. »

Dolorès Ibarruri (la Pasionaria)

*lci tampon collectivité :*

Le .....

**Bon de commande n°** .....

**Fournisseur :** FDC

Service :

**Objet :** Exposition 70<sup>e</sup> anniversaire Front Populaire

---

- Format : 80x120 ..... 1 900 € H.T.
- Format : 120x160 ..... 2 200 € H.T.
- Format : 120x160 en location ..... 1 000 € H.T./mois

---

Taux TVA : 19,60%

---

Date et lieu de livraison .....

.....

Par vos soins     Par nos soins (coût en sus)

Retourner à : FDC - 51, rue du Four 38390 Vertrieu

*lci tampon collectivité :*

Le .....

**Bon de commande n°** .....

**Fournisseur :** FDC

Service :

**Objet :** Exposition 70<sup>e</sup> anniversaire Front Populaire

---

- Format : 80x120 ..... 1 900 € H.T.
- Format : 120x160 ..... 2 200 € H.T.
- Format : 120x160 en location ..... 1 000 € H.T./mois

---

Taux TVA : 19,60%

---

Date et lieu de livraison .....

.....

Par vos soins     Par nos soins (coût en sus)

Retourner à : FDC - 51, rue du Four 38390 Vertrieu